

**Côte d'Ivoire : Note consultative conjointe sur le rapport d'avancement du document de stratégie de réduction de la pauvreté**

La note consultative conjointe relative au rapport d'avancement annuel sur l'application du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté pour la Côte d'Ivoire, préparée par les services de la Banque mondiale et du FMI, a été soumise en même temps que le rapport d'avancement annuel sur l'application du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté aux conseils d'administration des deux institutions. La note consultative conjointe vise à donner au pays des avis concrets, francs et constructifs sur les progrès accomplis dans l'application de sa stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).

Ce rapport peut être obtenu sur demande à :

International Monetary Fund • Publication Services  
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201  
E-mail: [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) • Internet: <http://www.imf.org>

Prix : 18 dollars l'exemplaire

**International Monetary Fund  
Washington, D.C.**

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

ET

FOND MONETAIRE INTERNATIONAL

CÔTE D'IVOIRE

**Note Consultative Conjointe sur le Rapport d'avancement (RA) du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)**

Préparée par les services de l'Association Internationale de Développement (IDA)  
et du Fond Monétaire International (FMI)

Approuvée par Makhtar DIOP et Otaviano CANUTO (IDA),  
Séan NOLAN et Tom DORSEY (FMI)

31 Mai 2012

**I. VUE D'ENSEMBLE**

1. **En Janvier 2009, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a publié son premier document complet de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), s'étendant sur la période allant de 2009 à 2015.** Le DSRP a été discuté par les Conseils d'Administration de l'IDA et du FMI respectivement les 27 et 31 Mars 2009. Il est axé autour de 4 conclusions : (i) rétablissement et raffermissement des fondements de la République; (ii) transformation de la Côte d'Ivoire en un pays émergent; (iii) amélioration du bien-être pour tous; (iv) transformation de la Côte d'Ivoire en un acteur dynamique de la scène régionale et mondiale. En Février 2012<sup>1</sup>, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a publié un Rapport d'Avancement du DSRP, sur la période s'échelonnant de 2009 à 2011. Aucun rapport annuel d'avancement n'a été élaboré en 2010 ou 2011.

2. **Le Rapport d'état d'avancement note la difficulté à mettre en œuvre le DSRP dans une période continue de crises politiques et conflits civils.** La violence politique a éclaté après le second tour des élections présidentielles de novembre 2010 lorsque le président sortant a perdu face au président actuel. Le conflit civil a pris fin en avril 2011. Par conséquent, durant la période du RA, la priorité était plutôt axée sur les élections et le processus de désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) des ex-combattants, ainsi que le redéploiement de l'administration sur tout le territoire national. Ces processus ont, pour la plupart, été interrompus. La crise post-électorale a fait 3 000 morts,

---

<sup>1</sup> Le RA a été transmis aux services du FMI et de l'IDA le 10 Avril 2012.

10 000 personnes déplacées et la destruction de plusieurs infrastructures. Cela a créé pour le nouveau gouvernement des défis d'urgences qui n'étaient pas prévus dans le DRSP de 2009. Dans ce contexte, les services de l'IDA et du FMI reconnaissent que le changement de priorité intervenu en faveur des services sociaux de base pour les populations vivant dans les zones rurales et urbaines et de la fourniture d'infrastructures d'urgence, était approprié. Ce changement a certainement contribué à atténuer l'impact de la crise sur les populations et sur le taux de pauvreté.

3. **Cette note consultative conjointe des personnels du RA est élaborée dans le cadre de la présentation de la candidature de la Côte d'Ivoire aux Conseils d'administration de l'IDA et du FMI au point d'achèvement de l'initiative PPTE.** La Note consultative conjointe a tiré des conclusions qui pourraient être utiles dans la mise en œuvre effective du Plan National de Développement (PND 2012-2015), qui remplacera désormais le DRSP de 2009.<sup>2</sup> La note consultative examine les tendances et le diagnostic de pauvreté, le cadre et les politiques macroéconomiques, les résultats de développement pour chacun des 4 piliers stratégiques du DRSP, ainsi que les modalités et mécanismes de suivi et d'évaluation. La section finale porte sur les recommandations.

## II. TENDANCES ET DIAGNOSTIC DE LA PAUVRETE

4. **Le RA manque d'estimation et d'analyse sur le niveau de pauvreté actuel et, par conséquent, les effets de la mise en œuvre du DRSP sur la pauvreté, en raison de l'absence d'enquêtes récentes sur les ménages.** Les données de 2008 sur les ménages, qui ont servi de données de base pour les DRSP de 2009, restent les données les plus récentes disponibles à ce jour sur la pauvreté et sur une multitude d'autres indicateurs sociaux en Côte d'Ivoire. Le taux de pauvreté en 2008 était de 43%, alors qu'il était de 40% en 2002.<sup>3</sup> Entre 2002 et 2008, les zones rurales ont particulièrement souffert avec des taux excédant les 50% en 2008.

5. **Une récente évaluation du niveau de pauvreté entreprise par la Banque Mondiale a révélé que la cause principale de la détérioration récente du niveau de vie a été l'association d'une série de chocs politiques et économiques.** Ces chocs ont impliqué l'incertitude politique et le conflit civil, mais d'autres chocs économiques ont été occasionnellement provoqués par la chute vertigineuse des prix des principaux produits d'exportations. L'un des facteurs les plus importants notamment pour la pauvreté en zones rurales a été la politique agricole, en particulier la taxation des prix des principales cultures commerciales qui a baissé les prix payés aux agriculteurs pour les exportations. Dans ce contexte, les prix actuellement élevés des matières premières et les efforts de réformes en matière de politique agricole sont susceptibles de sortir plusieurs Ivoiriens de la pauvreté, à condition que la stabilité politique et économique persiste. L'autre élément important a été l'effort d'atténuer l'impact de la récente crise sur les

<sup>2</sup> Même si les objectifs du PND sont similaires à ceux du DSRP, le PND prend en compte les effets de la crise post-électorale et comporte des objectifs de croissance et d'investissement plus ambitieux.

<sup>3</sup> Ces taux de pauvreté étaient en hausse de 34% en 1993 et seulement de 10 % en 1985 (tous les taux sont basés sur des définitions nationales).

pauvres par l'augmentation des dépenses pour les programmes de lutte contre la pauvreté, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

6. **Les services des deux institutions recommandent que les rapports d'avancement futurs incluent un diagnostic global de la pauvreté.** Dans cette optique, la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) et les efforts pour renforcer les capacités de l'Institut National de la Statistique (INS) sont des éléments importants du nouveau Plan National de Développement. Les équipes félicitent les autorités pour le lancement du projet d'urgence de collecte de statistiques de base, ainsi que pour le recensement de la population prévu pour fin 2012. Ceci, en association avec les données des enquêtes sur les ménages, constituent des étapes importantes vers une analyse complète et actualisée de la pauvreté.<sup>4</sup>

### III. CADRE ET POLITIQUE MACROECONOMIQUE

7. **Le RA met l'accent sur le fait que la performance économique a été affectée par divers chocs domestiques.**<sup>5</sup> Deux revues ont été achevées dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) de 2009. La croissance réelle du PIB est tombée à 2.4% en 2010, traduisant les fortes tensions qui ont précédé les élections présidentielles de fin 2010, ainsi que les sévères délestages durant le premier trimestre de 2010, ainsi qu'une baisse de la production du pétrole. La crise post-électorale de novembre 2010 à avril 2011 a conduit à une contraction de l'économie étant donné que l'activité économique a considérablement baissé pendant la crise (le PIB a diminué de 4,7% en 2011). Les services de l'IDA et du FMI reconnaissent que les perspectives de croissance envisagées dans le DSRP n'ont pas été atteintes à cause des chocs internes survenus. Les services des deux institutions ont aussi noté que le RA n'exploite pas pleinement les données macroéconomiques disponibles. En effet, le RA omet des évaluations ainsi qu'une analyse de l'inflation et des développements fiscaux sur la période couverte, notamment durant la crise. Le RA omet également de mentionner les mesures prises par le gouvernement en vue de restaurer la stabilité macroéconomique à l'issue de la crise.

8. **Durant la crise post-électorale, le programme soutenu par la FEC a déraillé.** Le gouvernement n'a pas été en mesure d'honorer les remboursements à échéance sur les bons du Trésor. En réponse, la BCEAO a continuellement rééchelonné les bons du Trésor arrivant à échéance afin d'éviter des défaillances qui auraient induit de lourdes conséquences pour le système financier régional. De nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs (premièrement envers la Banque Mondiale, la BAD, les créanciers du Club de Paris et les détenteurs d'Euro-obligations) ont été accumulés.

9. **Suite à la crise post-électorale, la mise en œuvre de la politique macroéconomique a été globalement satisfaisante.** Le nouveau gouvernement a adopté plusieurs mesures visant à restaurer la stabilité macroéconomique, en améliorant la

<sup>4</sup> Une nouvelle enquête sur le niveau de vie des ménages est prévue après le recensement général de la population et de l'habitat de 2012.

<sup>5</sup> La discussion du cadre et des politiques macroéconomiques est limitée à la période couverte par le RA. Une discussion orientée vers l'avenir est présentée dans le premier rapport du FMI sur le programme soutenu par le FEC. <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=25931.0>

mobilisation des revenus et en maintenant les dépenses publiques en rapport avec les ressources disponibles. En mai 2011, les arriérés vis-à-vis des créanciers multilatéraux ont été épongés. L'exécution des dépenses en faveur des pauvres a été améliorée. Le déficit fiscal global s'est creusé, reflétant à la fois le ralentissement économique et les dépenses d'après crise. Ce déficit a été largement financé par des ressources extérieures. Un programme soutenu par la Facilité de Crédit Rapide (FCR) a été approuvé en juillet 2011 en vue de soutenir les efforts de reconstruction des autorités. Suite à la mise en œuvre satisfaisante des mesures liées à ce programme, un accord de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en faveur d'un programme économique et financier à moyen terme a été approuvé en novembre 2011. Par la suite, le gouvernement a conclu avec les créanciers du Club de Paris un rééchelonnement de la dette d'après les termes de Cologne. Le gouvernement a ensuite réussi la restructuration de ses bons à court terme en décembre 2011, puis a repris le financement par le marché obligataire régional en 2012.

**10. Le RA souligne les efforts de renforcement de la Gestion des Finances Publiques (GFP) et de réforme du secteur du cacao.** Les services de l'IDA et du FMI reconnaissent que ces réformes ont été d'une importance primordiale. Cependant, le RA omet de décrire le progrès important réalisé à la fin de l'année 2011 pour la réforme du secteur du cacao, en particulier l'approbation de l'orientation stratégique de la réforme en novembre 2011 et la mise en place du nouvel organe de régulation en décembre 2011. Le RA omet aussi de mentionner les réformes du cadre réglementaire et institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires : la mise en place du cadre juridique du centre d'appui des affaires et le progrès réalisé dans les réformes juridiques avec la mise en place de tribunaux commerciaux et le renforcement des processus d'arbitrage. Les services des deux institutions recommandent une action vigoureuse dans les secteurs des finances et de l'électricité, et l'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette orientée vers l'avenir.

**11. Les services du FMI et de l'IDA recommandent que les futurs rapports d'avancement traitent des résultats à la lumière des objectifs à moyen terme du cadre macroéconomique qui sous-tend le Plan National de Développement.**

#### IV. LES PILIERS STRATEGIQUES

##### A. Rétablissement et raffermissement des fondements de la République

**12. Le RA expose plusieurs actions entreprises en vue de construire et consolider la paix et renforcer la cohésion sociale.** En 2009, le gouvernement a lancé un programme pour le renforcement des capacités des autorités religieuses et communautaires, ainsi que des organisations de la société civile (OSC).<sup>6</sup> Bien que le dialogue qui en a résulté a contribué à une accalmie qui a prévalu jusqu'au premier tour des élections présidentielles de 2010, la crise qui a suivi le second tour a détruit tous les acquis. Les services de l'IDA et du FMI reconnaissent les efforts des autorités pour identifier et assister les populations vulnérables qui ont souffert de la crise. Un engagement fort sera maintenant nécessaire pour établir la paix et la réconciliation. En

<sup>6</sup> Cet agenda est soutenu par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

particulier la Commission Nationale Dialogue, Vérité et Réconciliation devra être plus pro-active. La destruction des infrastructures, surtout dans les ex zones Centre-Nord-Ouest a suscité de nouveaux défis. Les services des deux institutions félicitent les autorités pour la réhabilitation des registres d'états civils. Des efforts additionnels seront nécessaires pour établir des registres complets et clairs.<sup>7</sup>

13. **L'insistance du RA sur la gouvernance est appropriée.** Les services des deux institutions approuvent l'importance accordée à l'amélioration en cours de l'environnement juridique pour les investissements privés, en particulier avec la création des tribunaux de commerce, et encouragent les progrès continus (qui incluent des étapes de contrôle pour rendre ces tribunaux du commerce opérationnels). Les services des deux institutions félicitent les autorités pour le recensement des fonctionnaires qui a permis de retracer et éliminer 3000 fonctionnaires fictifs, ainsi que pour l'adoption d'un code d'éthique et d'une stratégie de gouvernance électronique. Les progrès réalisés dans la réforme des marchés publics et l'amélioration de la gestion des finances publiques (GFP) ont aussi été décisifs. En particulier, les services reconnaissent le changement intervenu avec la mise en œuvre du code des marchés publics en 2009, conformément aux directives de l'UEMOA. L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP) est maintenant effective et ces réformes devraient aboutir à une meilleure perception, par le secteur privé, de l'intégrité et la transparence dans les procédures de passation des marchés publics. Les services encouragent les autorités à intensifier les efforts déjà consentis pour l'amélioration de la transparence et le renforcement de la gouvernance.

14. **Les services du FMI et de l'IDA soutiennent les conclusions du RA selon lesquelles la décentralisation administrative a manqué de stratégie cohérente et que les progrès obtenus dans ce domaine n'ont pas été soutenus.** En dépit des mesures incitatives à l'endroit des autorités locales pour l'élaboration, dans une démarche participative, de plans stratégiques de développement local, seulement 15 plans stratégiques de développement local étaient disponibles au moment de l'élaboration du RA. En effet, celui-ci met en lumière une faible appropriation par les populations des projets d'investissements fondés sur la demande dans les régions, du fait de la faiblesse de l'adhésion et de la participation des populations. Des processus de consultation participative au niveau local, ainsi qu'un investissement public régit par la demande des populations, sont cruciaux pour renforcer la réconciliation et la paix.

## **B. Transformation de la Côte d'Ivoire en un pays émergent**

15. **Le RA récapitule les efforts de renforcement des sources de croissance de l'économie ivoirienne par le biais de réformes dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des services, des infrastructures et des technologies de l'information.** Le RA identifie clairement plusieurs améliorations dans le secteur de l'agriculture qui ont accru les opportunités pour les agriculteurs, y compris les changements organisationnels qui ont permis aux sous secteurs de se professionnaliser, notamment ceux de l'huile de palme et de l'hévéa, où les producteurs sont désormais bien organisés et bien placés pour

<sup>7</sup> Le registre de l'état civil enregistre les naissances, les mariages et les décès à l'échelle locale.

bénéficiaire de la hausse des prix d'exportation. Les services du FMI et de l'IDA félicitent particulièrement le gouvernement pour l'adoption et la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie dans le secteur du cacao, avec la place qu'occupe le renforcement de l'*interprofession*,<sup>8</sup> l'amélioration de la représentativité des paysans dans les structures de gouvernance, et l'augmentation du prix à la production en application des programmes de ventes à terme. Plus généralement, le Programme National d'Investissement Agricole récemment créé devra davantage renforcer l'infrastructure rurale à la demande des producteurs. Ces efforts peuvent être complétés par des efforts additionnels sur le régime foncier et les droits de propriété qui les concernent. Les services des deux institutions voudraient également mettre l'accent sur le rôle de la faible productivité agricole et des coûts élevés du transport comme étant des obstacles au développement.

**16. Le RA souligne les progrès obtenus en matière de réhabilitation des infrastructures existantes et l'expansion des nouveaux investissements au niveau des infrastructures.** Les services de l'IDA et du FMI louent les efforts des autorités pour combler le déficit en matière d'énergie et améliorer l'accès à une électricité de qualité et abordable. Les services des deux institutions restent néanmoins préoccupés par le déficit financier continu dans le secteur de l'électricité. Atteindre un équilibre financier durable exigera une révision des tarifs qui prend en compte les besoins d'investissement pour la maintenance et l'entretien des actifs, tout en protégeant les consommateurs vulnérables des augmentations de prix. Ceci devrait également permettre de sécuriser l'investissement privé en augmentant la capacité de production qui pourrait, par ailleurs, devenir une contrainte importante pour la croissance. Les services ont félicité les autorités pour leurs efforts fournis au niveau de l'expansion du réseau routier, bien que beaucoup reste à faire pour la réhabilitation et la construction des routes rurales, régionales et nationales. Quant aux télécommunications, en dépit du développement du réseau durant la période couverte par le RA, une grande partie de la demande reste non satisfaite. Ce secteur a été une source importante de création d'emplois et son potentiel de croissance constitue ainsi une forte opportunité de création d'emplois surtout pour les jeunes. Étant donné les ressources limitées et le fort impact d'un investissement bien ciblé et efficace dans les infrastructures, les services des deux institutions encouragent les autorités à élaborer une analyse coût-bénéfice pointilleuse afin de définir les priorités, à la fois, pour les investissements publics et les partenariats public-privés, ainsi que les capacités de mise en œuvre et de suivi de ce genre de partenariats.

**17. Le RA reconnaît que les progrès obtenus en ce qui concerne l'environnement des affaires n'ont pas encore permis le développement rapide du secteur privé.** Le RA reconnaît que des améliorations sont nécessaires pour le climat des affaires, surtout pour les PME. Les services des deux institutions félicitent les autorités pour le dialogue avec le secteur privé. Le nouveau code des investissements en préparation devrait être utile pour l'expansion des opportunités de croissance des entreprises et la création d'emplois. Les services de l'IDA et du FMI reconnaissent les progrès obtenus dans la gouvernance des secteurs des mines, du pétrole et du gaz, et les avancées du pays vers une conformité totale aux critères de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries

---

<sup>8</sup> L'*interprofession* est une extension de l'association de producteurs qui comprend d'autres acteurs liés au secteur en question, tels que les acheteurs privés, les exportateurs et les représentants du gouvernement.

Extractives (ITIE), qui devrait favoriser de nouveaux investissements privés dans ces domaines clés. Le RA ne s'étend pas sur le faible niveau de création d'emplois sur la période 2009-2011 ; le chômage s'est accru et a été exacerbé par la crise politique. Enfin, les services des deux institutions soulignent l'importance de traiter, à la fois le niveau des actifs non performants et la faiblesse de la capacité gestion des banques d'Etat ainsi que du secteur de la microfinance. Ceci sera nécessaire pour que le secteur financier soit à même d'adopter et proposer des modalités de crédits à l'économie appropriées pour une croissance durable.

### C. Amélioration du bien-être social pour tous

18. **Le RA note les faibles résultats enregistrés malgré l'augmentation des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation mais omet de mentionner l'impact du conflit civil sur les écoles.** Les dépenses actuelles dans le secteur de l'éducation ont atteint, en 2010 plus du quart du total des dépenses publiques actuelles. Le RA ne retrace pas les changements dans les effets induits par cette hausse des dépenses, ce qui s'avère désormais possible du fait des progrès obtenus dans la disponibilité des données dans le secteur de l'éducation. Ces données montrent que le taux d'inscription brut dans le primaire est resté stable à environ 80% pendant une décennie. Les taux d'achèvement dans le primaire ont chuté à 46% en 2011 (52% pour les garçons et 39% pour les filles) contre 49% en 2009. Les services du FMI et de l'IDA notent que le RA omet de mentionner les effets sur les écoles, en particulier sur la présence effective des enseignants et des élèves, et ne mentionne pas si de tels effets ont persisté.

19. **Les services du FMI et de l'IDA conviennent avec le RA que les taux d'achèvement et de réussite des élèves sont préoccupants.** L'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la gestion du secteur demeure un grand défi. En particulier, les actions pour améliorer l'apprentissage des enfants, l'efficacité et l'équité aux niveaux secondaire et supérieur, et la parité des sexes, sont d'une importance capitale. Bien que le RA souligne la distribution gratuite de plus de 12 millions de manuels scolaires (dont des livres de Mathématiques, de Français et d'Education Civique) à plus de 90% des élèves de l'enseignement public, ainsi que le renforcement des capacités, au plan national, en matière de supervision des enseignants, il reconnaît à juste titre que beaucoup d'efforts restent à accomplir dans ces domaines.

20. **Le RA insiste sur le fait que l'Enseignement Professionnel et Technique (EPT) a souffert des mêmes maux que l'Enseignement Général.** L'EPT n'a pas atteint les objectifs mentionnés dans le DSRP, en particulier à cause du faible niveau d'investissement dans ce secteur, exacerbé par la destruction de certains équipements durant la crise post-électorale. Par conséquent, le développement des compétences, surtout parmi les jeunes, est un problème qu'il faut adresser de façon pressante étant donné le taux de chômage croissant des jeunes. L'expérience internationale suggère la nécessité d'avoir l'implication du secteur privé dans l'élaboration de la politique et des contenus de formation professionnelle ; ceci sera d'une importance capitale, en particulier pour la revitalisation des PME, une source de création d'emploi.

21. **Le RA décrit les performances dans les secteurs de la Santé et de la nutrition et fait des suggestions pour des améliorations additionnelles.** Les Services du FMI et de l'IDA félicitent les autorités pour leur engagement dans le secteur de la santé et pour l'amélioration de la gestion du secteur, ce qui s'est traduit par l'amélioration de la qualité des services de santé. Dans ce cadre, la mise en œuvre de la Feuille de Route de Maputo est capitale pour l'accélération de la réduction de la mortalité infantile. Les services du FMI et de l'IDA se félicitent des efforts du gouvernement pour la distribution massive de moustiquaires aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans, notamment pendant la crise lorsque ce programme a été maintenu en dépit des difficultés apparentes. La proportion de naissances assistées par du personnel de santé qualifié a atteint 67,5% en 2010 et 69,2% en 2011. Les services des deux institutions félicitent également les autorités pour la continuité du ciblage de l'accès gratuits aux soins de santé dans les hôpitaux publics et dans les centres de santé communautaires (par ex. pour les mères et les enfants de moins de 5 ans). Un engagement plus stratégique envers ces programmes sera nécessaire pour les maintenir et pour améliorer le ciblage de cet accès gratuit aux soins de santé. La disponibilité des médicaments de base demeure une préoccupation, qu'il faudra résoudre par l'entremise d'une planification programmatique avec la suppression des blocages qui empêchent un meilleur approvisionnement en médicament et ainsi que leur acheminement effectif dans les centres de santé.

22. **Le RA ne décrit pas certains effets négatifs du conflit civil sur les résultats dans le secteur de la santé.** Durant les troubles plusieurs personnels de santé des zones Centre-Nord-Ouest ont déserté, la fréquentation des centres de santé a en conséquence baissé. Certains centres de santé ont simplement fermés, et une pénurie de médicaments et de vaccins a été constatée. Le taux d'immunisation s'est alors détérioré (par exemple, pour la rougeole, il est passé de 70% en 2010 à 60% en 2011). La poliomyélite, pour laquelle aucun cas n'a été détecté en 2010, a fait 36 victimes en 2011. Le pays a aussi vu l'apparition du choléra, de la méningite et de la fièvre jaune.

23. **Le RA fournit une description claire des progrès effectués en matière de lutte contre le VIH.** Des financements des États-Unis, du Fond mondial pour la Lutte contre le SIDA et de l'IDA ont permis au gouvernement de continuer à fournir un accès gratuit aux traitements antirétroviraux (ARV), avec une prise en charge entière offerte aux patients du VIH/SIDA. Les services des deux institutions appellent à la poursuite des efforts qui ont permis de faire baisser le taux de prévalence à 3,2% en 2011 contre 3,4% en 2010. Le RA ne précise pas si les défis et problèmes de coordination entre les donateurs et les autres parties prenantes à la lutte contre le VIH/SIDA, tels que notifiés dans la Note Consultative Conjointe sur le DSRP de 2009, ont été entièrement résolus.

24. **Les équipes des deux institutions sont d'accord avec le RA dans son évaluation des résultats en matière de genre.** L'indice de la parité Homme-Femme dans l'enseignement secondaire a augmenté de 0,81 en 2009 à 0,83 en 2011, tandis que dans l'enseignement supérieur, cet index avait atteint seulement 0,54 en 2011 (avec un taux d'inscription de seulement 35% chez les femmes contre 65% chez les hommes). Dans l'ensemble, malgré l'implication croissante des femmes dans les affaires publiques, la parité des sexes demeure loin de l'objectif des 30% fixé en 2009. La violence sexiste persiste; des violences sexuelles ciblées, y compris le viol, ont été enregistrées durant la

crise post-électorale.<sup>9</sup> Les services du FMI et de l'IDA encouragent vivement les autorités à accroître les efforts visant à réduire la violence sexiste, et à améliorer l'égalité des sexes. Les équipes du FMI et de l'IDA réitèrent aussi, comme ce fut le cas dans la Note consultative conjointe sur le DSRP de 2009, que le RA ne précise pas les mesures prises par les autorités pour assurer la hausse du taux de scolarisation féminin, le taux de rétention et bien d'autres objectifs liés au genre.

25. **Le RA souligne l'incapacité d'illustrer les progrès dans le domaine de l'environnement, faute de données disponibles.** Le RA note également les faibles performances dans le domaine de l'assainissement, avec peu d'améliorations dans les conditions de vie générales. L'agenda de promotion de l'environnement a été faiblement mis en œuvre en dépit de l'existence d'un plan stratégique pour le secteur. Les équipes du FMI et de l'IDA s'accordent également avec le RA sur le fait que le manque de financement a été l'obstacle majeur. À cela s'ajoute le manque de capacité statistique pour suivre les projets qui ont reçu des financements. Les équipes du FMI et de l'IDA encouragent les autorités à accentuer les efforts, en particulier pour accroître l'accès aux services d'assainissement, notamment pour les pauvres.

26. **Le RA souligne un système de protection sociale défaillant, l'absence d'un dispositif de sécurité sociale efficace, et un manque de financement pour la protection civile en cas d'urgences.** Les équipes des deux institutions comprennent la préoccupation des autorités vis-à-vis de l'absence d'un large dispositif de sécurité sociale. Dans ce contexte, les équipes reconnaissent les efforts entrepris pour prendre en charge les populations déplacées tant sur le territoire qu'à l'extérieur après la crise de 2010–11, mais notent cependant qu'un grand nombre de réfugiés sont sur le point de retourner au pays. Une stratégie globale de protection civile plus élargie est nécessaire pour permettre l'accès des personnes déplacées aux services sociaux de base. Les transferts monétaires conditionnels pourraient également faire partie d'une stratégie globale qui entend renforcer la sécurité sociale. En se fondant sur l'expérience internationale, cela pourrait également contribuer à améliorer les résultats de développement basés sur le genre, tels que la scolarisation des filles.

#### **D. Un acteur dynamique de la scène régionale et mondiale**

27. **Le RA souligne une participation plus élevée au sein de la CEDEAO et de la communauté internationale, particulièrement depuis la fin de la crise de 2010–11.** Les services du FMI et de l'IDA sont d'accord avec le RA sur le fait que la Côte d'Ivoire a accru sa visibilité régionale et internationale, en renforçant sa coopération avec les pays donateurs et ses voisins. Cependant, vu l'importance accordée à cet objectif qui a été considéré comme un pilier du DRSP, peu d'attention lui est accordée dans le RA, avec par ailleurs, aucun compte-rendu sur les résultats ou les indicateurs quantifiables. Dans ce contexte, les services du FMI et de l'IDA encouragent les autorités à considérer l'adhésion au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP), une initiative de l'Union Africaine pour renforcer le suivi mutuel des principes de bonne gouvernance, de gestion économique, de l'intégration régionale et de la responsabilité politique.

---

<sup>9</sup> Human Rights Watch, Octobre 2011.

## V. SUIVI ET EVALUATION (S&E)

28. **Le RA n'a aucun chapitre spécifiquement dédié au cadre de suivi et évaluation (S&E) du DSRP.** Les services des deux institutions encouragent les autorités à bâtir un cadre plus solide de suivi et d'évaluation des résultats du PND de 2012–15 récemment adopté. La Note consultative conjointe sur le DSRP de 2009 avait recommandé un comité pour le S&E renforcé avec des représentants de ministères importants. Les services du FMI et de l'IDA notent le manque de données pour vérifier l'atteinte des résultats attendus dans le cadre du DSRP, une faible capacité statistique au niveau central et dans les ministères sectoriels, et une faible implication des populations dans le suivi de la mise en œuvre du DSRP. Le RA repose ainsi, en termes de résultats, plus sur le rendement que sur résultats. Les services du FMI et de l'IDA encouragent les autorités à valider, adopter et mettre en œuvre la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS), en tant que composante du Plan National de Développement (et en particulier pour renforcer ses éléments de suivi et d'évaluation). Les services des deux institutions félicitent les autorités et les encouragent pour les efforts de renforcement de l'Institut National de la Statistique (INS), ce qui est une étape importante vers une capacité nationale en S&E plus forte.

## VI. CONCLUSIONS, RISQUES, ET THEMES DE DISCUSSION

29. **Le RA note des progrès significatifs sur un certain nombre d'aspects, malgré le changement rapide des priorités, imposé aux autorités par le conflit civil.** La gestion macroéconomique a été solide ; les réformes du secteur public ont amélioré la transparence et les modalités de passation des marchés publics, et protégé les services publics de base, en particulier la mise à disposition gratuite d'une multitude de services de santé. Les réformes en relation avec les activités du secteur privé offrent des promesses pour un investissement renouvelé, une productivité accrue dans les secteurs clés de l'agriculture, et une plus grande transparence dans l'exploitation des nombreuses ressources naturelles dont dispose la Côte d'Ivoire.

30. **Le risque le plus important dans la mise en œuvre fructueuse du PND 2012–15 concerne la sécurité.** Le nouveau PND reflète les conditions qui prévalent après le conflit postélectoral, suivant un processus de consultations<sup>10</sup> à l'échelle nationale, et s'articule autour de cinq principes : (1) une société harmonieuse et en sécurité dans laquelle la bonne gouvernance est garantie ; (2) une croissance durable de la richesse nationale, avec une distribution équitable ; (3) un accès équitable aux services sociaux de qualité, en particulier pour les femmes, les enfants et les populations vulnérables ; (4) un environnement sain avec des conditions de vie décentes ; et (5) repositionner la Côte d'Ivoire sur l'échiquier international. Le défi le plus immédiat sera de maintenir la confiance des populations pour leur adhésion, non seulement au processus de paix et de réconciliation, mais aussi pour une croissance économique inclusive. Bâtir sur les processus de consultation et assurer la forte participation des organisations de la société civile et de l'opposition politique sera, dans ce cadre, vital.

<sup>10</sup> La préparation du PND a utilisé un processus participatif englobant la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PND, paragraphe 22) et a adopté une approche de planification basée sur les droits de l'homme et le genre (paragraphe 23).

31. **Au-delà de la paix et de la stabilité, plusieurs réformes sont nécessaires.** Une croissance macroéconomique durable et la réduction de la pauvreté passent nécessairement par l'augmentation de l'investissement public et privé dans le secteur de l'énergie, tout en remettant ce secteur sur des fondements financiers durables. La performance des entreprises publiques doit être améliorée, surtout celle des cinq banques publiques, à travers leur restructuration. Des approches stratégiques mieux structurées sont nécessaires dans les secteurs de l'éducation et de la protection sociale. Après avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE, le défi sera de mettre en place une planification stratégique à long terme pour la politique fiscale et la gestion de la dette publique. Enfin, un meilleur suivi et une meilleure évaluation, basés sur la collecte régulière de données microéconomiques de haute qualité sur les ménages et les entreprises, seront nécessaires pour orienter les futures décisions politiques de la Côte d'Ivoire avec une plus grande précision qu'il n'y en a aujourd'hui.

32. **Considérant le Rapport d'Avancement et la Note Consultative conjointe qui l'accompagne, les avis des administrateurs sont requis afin de savoir s'ils sont d'accord avec les conseils et les recommandations formulés par les services du FMI et de l'IDA sur les domaines prioritaires identifiés.**